IV

« Admettez que vous ne valez pas mieux qu'eux »

1. Accusations en miroir et équivalences morales

Les « accusations en miroir » – c'est-à-dire les actes qui consistent à accuser son adversaire des crimes qu'on s'apprête à commettre, qu'on commet ou qu'on a déjà commis – ont été au cœur de la stratégie de la propagande Hutu Power dans la préparation, la mise en œuvre, et les phases de déni du génocide de 1994. HRW qui avait reconnu ce phénomène quand il analysait la propagande Hutu Power pendant le génocide dans *Aucun témoin ne doit survivre* publié en 1999 [87], semble l'avoir oublié par la suite.

En tant qu'observatoire et organisation de défense des droits de l'homme, HRW a pour vocation d'identifier et de faire sanctionner les

violations du droit international humanitaire par toutes les parties en conflit. Il s'agit évidemment d'une mission légitime et nécessaire du point de vue des droits de l'Homme.

Mais vouloir traiter de manière impartiale les violations de toutes les parties – et aucune des parties en conflit n'en est exempte quel que soit le contexte – comporte aussi des risques de dérive pour l'analyse, notamment celui de ne pas voir la forêt cachée par les arbres au premier plan, celui d'occulter les ressorts d'un conflit, ou encore celui d'établir une équivalence morale là où elle n'existe pas. Cette dernière erreur revient, comme l'exprime Deborah Lipstadt, à établir une « équivalence immorale », comme le font les extrémistes de droite en Allemagne qui voudraient assimiler le bombardement de Dresde par les alliés à l'extermination nazie des juifs à Auschwitz [88]. Le lien entre un constat de « violations commises des deux côtés », la déduction : « les deux parties sont mauvaises », et l'opportunisme politique peut être encore plus caricatural. Je me souviens très bien comment, au printemps 1993, le secrétaire d'État Warren Christopher, à la veille de son témoignage au Congrès où il voulait résister aux pressions de reconnaître qu'un génocide était en cours contre les Musulmans de Bosnie, a pressé son personnel pour obtenir des témoignages sur les crimes de guerre commis par les victimes [89].

Le défi d'éviter d'attribuer abusivement une équivalence morale est particulièrement difficile

lorsque l'on pose comme principe, à l'instar de HRW, que toutes les victimes ont le même statut :

« Les États ont le devoir de reconnaître le génocide et les crimes de masse similaires, mais ne devraient pas reconnaître les crimes de masse de manière sélective, en privilégiant certaines victimes et en ignorant d'autres... » [90].

Appliquée rétroactivement, la position de HRW signifierait que non seulement les responsables allemands et japonais, mais aussi Truman, Churchill et une foule de responsables alliés auraient été jugés pour crimes de guerre après la Seconde Guerre mondiale. Ils auraient dû répondre à une série de charges, comprenant l'incrimination de massacre aveugle de centaines de milliers de civils dans les campagnes de « bombardements pour susciter la terreur », d'utilisation inutile d'armes nucléaires, de détention et d'utilisation de prisonniers de guerre pour le travail forcé longtemps après la fin de la guerre, ou de complicité de déportation brutale et souvent mortelle de millions de civils allemands de toute l'Europe de l'Est vers l'Allemagne après la guerre. Il se peut qu'il y aurait quelque chose de valable dans ce scénario hypothétique, si seulement avait existé quelque pouvoir supérieur à ce bas monde pour tenir ces procès – mais cela n'aurait sans doute aucunement aidé à obtenir que l'Allemagne et le Japon reconnaissent leurs responsabilités dans

la Seconde Guerre mondiale. En tout cas, dans le monde tel qu'il est, la vision de l'Olympe de HRW est un scénario qui ne s'applique pas aux grandes puissances occidentales, mais seulement aux acteurs des pays plus faibles, ce qui soulève une autre série de questions sur l'existence de principes à géométrie variable.

On peut se demander si une approche « équilibrée » peut vraiment être politiquement neutre ; il est certain que cela doit être très soigneusement réfléchi dans une situation où la partie génocidaire tente d'accuser son adversaire de ses propres crimes.

Dans le cas concret du Rwanda, les risques en matière d'analyse de l'approche « équilibrée » semblent avoir dévoyé les rapports et campagnes d'information de HRW dès le début, au moment où cette organisation s'était associée à d'autres groupes de défense des droits de l'homme pour former la « Commission internationale d'enquête sur Les Violations des Droits de l'Homme au Rwanda depuis le 1er octobre 1990 », qui a mené des investigations au Rwanda en janvier 1993 et publié un rapport de 102 pages au mois de mars suivant. Pour plusieurs membres de cette commission, il était évident que le Rwanda était alors à un stade précoce de génocide. HRW a rejeté cette évaluation prémonitoire, œuvré pour écarter le mot « génocide » du rapport rendu public en mars, et protesté en coulisse [via un appel téléphonique de Kenneth Roth à William Schabas] lorsque les autres

participants publièrent un communiqué de presse mentionnant le mot « génocide » [91].

Depuis le génocide de 1994, HRW s'est empressé, plus qu'il n'a fait preuve d'une prudence appropriée, de reprendre des allégations non fondées ou faiblement documentées qui renforcent les points clés de la stratégie Hutu Power « d'accusations en miroir », alléguant par exemple, que le FPR est coresponsable du génocide contre les Tutsi, et que le massacre systématique ou même le projet de génocide des Hutu était la finalité politique du FPR.

2. Diabolisation du FPR par petites touches

HRW procède dans ce sens en composant par petites touches de pinceau successives un portrait accablant du FPR, comme le montreront les exemples ci-dessous.

HRW ne va pas aussi loin que les propagandistes du Hutu Power et quelques autres virulents critiques du FPR qui condamnent le retour des exilés rwandais par les armes au Rwanda en 1990 sous l'égide du FPR comme illégitime ou même criminel. HRW a cependant insinué que ce retour était illégitime, en le qualifiant d'« invasion » et en déclarant qu'il était « so-disant » motivé par la volonté de gagner le droit au retour des réfugiés tutsi rwandais [92].

HRW n'a pas non plus été aussi loin que les propagandistes du Hutu Power qui condamnent les accords d'Arusha en 1993 [dont le coup d'État opéré par la fraction Hutu Power en avril 1994 ainsi que le génocide qui a suivi visaient à empêcher l'application, puisque ces accords auraient jeté les bases d'une société démocratique et civique plutôt qu'une société fondée sur une politique raciale]. Cependant, HRW s'est abstenu en 1993-1994 de louer ces accords ou d'appuyer leur mise en œuvre ; dans son rapport de 1999 *Aucun témoin ne doit survivre*, HRW n'avait rien à dire sur le fait que ces accords reflétaient les aspirations démocratiques et pacifiques de nombreux Rwandais, et non seulement les objectifs politiques du FPR [93].

Dans le même temps, HRW a tenu le FPR pour coresponsable de l'échec des Accords d'Arusha, sans apporter la moindre justification de cette allégation. HRW a également jugé qu'en 1994 les seuls « bons » Rwandais étaient ceux qui étaient sans armes, sans expliquer pourquoi il amalgamait comme « méchants » les auteurs du génocide et le FPR [94].

HRW a également jugé, apparemment sur le seul fondement de sa propre « expertise » militaire, que la stratégie du FPR en avril-juillet 1994 visait uniquement à parvenir à une victoire militaire plutôt que de sauver la vie des Tutsi rwandais [95]. Ce faisant, HRW relaie la rhétorique Hutu Power qui allègue que Kagame a sacrifié les Tutsi dans le but de conquérir le pouvoir.

Parfois, les coups de pinceau de HRW sont plus larges.

3. Soutien au rapport Gersony, et pressions sur le TPIR pour juger les dirigeants du FPR

En septembre 1994, Robert Gersony, consultant américain pour le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés [HCR] a présenté à Kigali devant des représentants du HCR, de l'ONU, de pays occidentaux et les nouvelles autorités rwandaises, sous forme d'exposé oral de notes préparatoires d'un rapport, sa thèse selon laquelle les forces du FPR avaient commis des massacres systématiques de 25.000 à 45.000 Rwandais hutu au cours des derniers mois. Il fondait cette thèse sur ses entrevues pendant une tournée de cinq semaines au Rwanda, dans les camps de réfugiés établis dans l'est du Congo et en Tanzanie. L'affirmation de Gersony fut rejetée par les autorités rwandaises, qui ont accepté de coopérer à une enquête de vérification ; elle fut accueillie avec un fort scepticisme par les représentants de l'ONU et des pays occidentaux, qui soupçonnèrent Gersony d'avoir été dupé lors de ses entretiens guidés par les dirigeants du Hutu Power local. En lieu et place d'un approfondissement complémentaire permettant de valider ou invalider définitivement l'affirmation de Gersony, il s'ensuivit une

À partir de 2002, se fondant sur la thèse de Gersony et sur les propres recherches qu'elle revendique, HRW a pressé plusieurs fois le TPIR pour qu'il juge les crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés des forces du FPR au Rwanda en 1994. La conviction de longue date de HRW est que ces crimes étaient connus et du moins tolérés à un niveau très élevé du FPR, c'est-à-dire, que des personnalités de haut rang y étaient impliquées, y compris Paul Kagame [101].

Le procureur du TPIR, qui est responsable devant le Conseil de sécurité des Nations unies, a toutefois choisi de ne pas poursuivre ces crimes ; il a, au contraire, choisi de transférer certaines affaires liées aux crimes présumés du FPR à la juridiction rwandaise. Malgré toutes ses tentatives de pression sur le TPIR aux fins de poursuivre le FPR, il n'existe aucune preuve que HRW [ou qui que ce soit d'autre] ait pu présenter devant le TPIR des éléments de preuves concrets, probants et utilisables concernant des crimes du FPR qui justifieraient des poursuites du TPIR [102].

4. Soutien aux actes d'accusation frauduleux des juges Bruguière et Merelles

En 2008, HRW a exprimé son approbation de deux actes d'accusation étrangers à l'encontre du Président rwandais Paul Kagame et de plusieurs

de ses proches pour des crimes extrêmement graves. Le premier, émis en novembre 2006 [après plusieurs années de fuites préliminaires dans les médias] par le juge français Jean-Louis Bruguière, accusait Paul Kagame et neuf officiers supérieurs de l'APR d'avoir abattu l'avion du président Habyarimana le 6 avril 1994 et d'avoir ainsi « provoqué » le génocide. Le second, publié en février 2008 par le juge espagnol Andreu Fernando Merelles, accusait Paul Kagame et quarante officiers supérieurs de l'APR d'être les instigateurs d'un large éventail d'infractions, allant du meurtre de certains missionnaires espagnols au génocide contre les Hutu [103].

HRW a déclaré que « Certaines parties des arrêtés français et espagnols semblent s'appuyer sur des enquêtes sérieuses et être bien fondées. D'autres parties ne sont pas complètement étayées par les informations présentées. Certaines informations contenues dans l'arrêté espagnol, par exemple les chiffres d'environ 40.000 civils tués par des soldats de l'APR en février 1993, semblent inexactes. Les juges dans les deux affaires poursuivent leurs enquêtes et doivent évaluer d'autres informations de la façon la plus critique et systématique possible. » [104]

HRW a renforcé cette approbation en appelant les gouvernements à travers le monde à montrer leur attachement à la primauté du droit et à respecter leurs obligations en vertu des systèmes de mandat d'arrêt européen ou d'Interpol en procédant aux arrestations selon les mandats

Importance: La France et le Vatican au Rwanda, Ed. Tahin party, 2007 ; Faustin Rutembesa, Jean-Pierre Karegeye and Paul Rutayisire, eds., *Rwanda, L'Église Catholique à l'épreuve du génocide*, Ed. Africana, 2000 ; Léon Saur, *Influences parallèles. L'Internationale démocrate chrétienne au Rwanda*, Ed. Luc Pire, Bruxelles, 1998 ; Léon Saur, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, ed. Mols, 2004.

[87] HRW, *Aucun témoin ne doit survivre*, op. cit., pp 65-66, 70, 80, 171, 227, 256, 649, voir aussi Kenneth L. Marcus, "Accusation in a Mirror," *Loyola University Chicago Law Journal*, 43, 2012, pp. 357-393.

[88] Lipstadt, op. cit., p. 85.

[89] Richard Johnson, "Pin-Stripe Approach", op. cit.

[90] HRW, « La loi et la réalité », op. cit. 2008, p. 43.

[91] Communication personnelle de William Schabas ; voir également Fred Grunfeld & Anke Huijboom, *The Failure to Prevent Genocide in Rwanda: The Role of Bystanders*, Koninklijke Brill NV, Leiden, Pays-Bas, 2007.

Note du traducteur : à la page 70, les auteurs stipulent : « *Le communiqué de presse émis par la Commission à l'issue de sa visite était intitulé « génocide et crimes de guerre au Rwanda ».* Mais par la suite, après les délibérations au sein de la Commission, une position plus équivoque a été adoptée. Le rapport final affirmait que certains membres du groupe d'enquête considéraient que des actes de génocide avaient été commis, mais n'a pas pris de position ferme sur ce point. Une des personnes qui s'est strictement

opposée à l'utilisation du mot « génocide » était le représentant de HRW. Selon lui, le terme était trop rigoureux pour faire valoir que les événements du Rwanda équivalaient à un génocide. Mais William Schabas, le représentant du Centre International des Droits de la Personne et Développement de la Démocratie, était convaincu que ce qui se passait au Rwanda remplissait les critères de l'article 2 de la Convention sur le génocide de 1948. Selon lui, l'intention de détruire les Tutsi en tant que groupe était évidente et équivalait à un génocide. Le rapport de la Commission a été largement diffusé, mais l'attention internationale qui lui fut accordée a été minime. »

Note de l'éditeur :

Le compromis trouvé entre rédacteurs du rapport et l'ambiguïté de la mouture finale du rapport final de la commission internationale de 1993 s'incarnent sous cette forme : « Certains juristes estiment que le nombre de tués est un élément d'importance pour que l'on puisse parler de génocide. Les chiffres que nous avons cités, certes considérables pour le Rwanda, pourraient, aux yeux de ces juristes, rester en-deçà du seuil juridique requis. [p. 51] L'horreur de la réalité observée par la Commission estompe en fin de compte l'importance du débat juridique sur la qualification de génocide. De nombreux Tutsis, pour la seule raison qu'ils appartiennent à ce groupe, sont morts, disparus ou gravement blessés ou mutilés ; ont été privés de leurs biens ; ont dû fuir leurs lieux de vie et sont contraints de vivre cachés ; les survivants vivent dans la terreur. » [p. 91]

Un autre membre de la Commission, le Français Jean Carbonare, a exprimé la même inquiétude prémonitoire que William Schabas lors d'une intervention émouvante à la télévision française [disponible sur <http://www.ina.fr/video/CAB93005500>].

HRW, par contre, a poursuivi sa voie, en publiant son propre rapport de 28 pages en juin 1993, intitulé « Beyond the Rhetoric: Continuing Human Rights Abuses in Rwanda ». Ce rapport présentait une critique « équilibrée » du régime Habyarimana et du FPR [en accusant les deux côtés de « substituer des paroles à l'action dans le domaine des droits de l'homme » et de « rechercher un avantage politique de cette tragédie humaine » [p. 26], sans aucunement alerter de ce qui allait arriver. La position de HRW ne variera pas dans son dernier rapport avant le génocide, « Arming Rwanda: the Arms Trade and Human Rights Abuses in the Rwandan War », de janvier 1994, 38 p., publié pourtant après que le Rapporteur spécial de l'ONU Ndiaye eut de nouveau soulevé la question du génocide dans un rapport d'août 1993.

[92] HRW, « Beyond the Rhetoric. Continuing Human Rights Abuses in Rwanda », 2 juin 1993, p. 3. Disponible en ligne: <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/RWANDA936.PDF>

[93] Les rapports précités de HRW datés de juin 1993 et de janvier 1994 mentionnent les « Accords d'Arusha », mais ne se prononcent pas sur leur valeur ni n'appellent à leur mise en œuvre. Il en va de même dans le rapport de HRW de 1999,

Aucun témoin ne doit survivre, [voir l'analyse de la teneur des Accords pp. 123-126].

[94] Note du traducteur : Voir l'interview d'Alison Des Forges avec PBS Frontline pour son programme « Ghosts of Rwanda » du 1er octobre 2003, où elle dit au sujet des Accords d'Arusha :

« Nous étions tous fondamentalement naïfs, je pense, en omettant d'apprécier à quel point certaines personnes aux deux extrêmes étaient insatisfaites de cet accord de paix, et étaient déterminées, en quelque sorte, à tout bouleverser pour leur propre but. »

Des Forges ne précise pas comment le FPR aurait bouleversé les Accords d'Arusha, que Habyarimana avait finalement lui-même accepté de cesser de bloquer juste avant qu'il ait été assassiné le 6 avril 1994. En réponse à une question « *Y avait-il des bons, y avait-il des méchants ?* » Des Forges dit : « *Les bons étaient ceux qui n'avaient pas d'armes, et les méchants sont ceux qui avaient des fusils et des machettes.* » Elle ajoute que la convention sur le génocide établit une distinction juridique entre le génocide commis par les uns et les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'elle impute au FPR, et que donc « *il n'y a pas d'équivalence des crimes* ». Néanmoins, elle laisse subsister l'idée que les auteurs du génocide et le FPR en arme étaient « *les méchants* ».

Interview disponible en ligne : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/ghosts/interviews/desforges.html>.

[95] HRW, *Aucun témoin ne doit survivre*, op. cit., page 698.

- [96] Pour le « rapport Gersony » voir l'entrée Wikipedia et ses liens ; pour les critiques de sa véracité, voir le Représentant spécial de l'ONU au Rwanda à l'époque Shaharyar Khan, *The Shallow Graves of Rwanda*, I.B. Taurus, 2001, pp. 51-62, et l'étude de l'attaché militaire américain au Rwanda à l'époque, William Odom, *Journey Into Darkness: Genocide in Rwanda*, Texas A&M 2005, pp. 173-177 ; des informations complémentaires sur les tactiques de désinformation utilisées par les génocidaires concernant les thèmes abordés par Gersony peuvent être trouvées dans Colette Braeckman, *Rwanda : Histoire d'un Génocide*, Fayard 1994, pp 290-292, sur la base des rapports de l'ONG Médecins Sans Frontières décrivant le contrôle serré exercé par les dirigeants du Hutu Power sur ce que la population des « camps de réfugiés » pouvait dire aux étrangers.
- [97] HRW, *Aucun témoin ne doit survivre*, op. cit. p. 16.
- [98] Voir par exemple, HRW, « Lettre au Procureur général du TPIR Hassan Jallow en réponse à sa lettre concernant les crimes commis par le FPR », 2009.
- [99] Voir HRW, *Aucun témoin ne doit survivre*, op. cit. p. 16. et « La loi et la réalité », op. cit. p. 89 ; Jean-Damascène Bizimana, « La Vérité pour Le Rwanda », 5 p., non daté ; Gérard Prunier, *Africa's World War – Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Disaster*, Oxford University Press, 2009, pp 365-368, et Faustin Kagame, « Gérard Prunier et son invasion ratée du Rwanda [Analyse] », 5 avril 2010, 6 pages. En 1998, Sendashonga fut rejoint par le leader

- MDR « modéré » Faustin Twagiramungu [qui fut le premier Premier ministre du gouvernement rwandais après le génocide, en 1994-95] en vue de la création d'un parti d'opposition en dehors du Rwanda appelé « Forces de Résistance pour la Démocratie », que Sendashonga voulait transformer en mouvement armé.
- En 1998, Twagiramungu, une source tout aussi 'crédible' que Sendashonga, était arrivé jusqu'à dire que le FPR avait tué plus de 300.000 Hutu en 1994-95. En 2002, Twagiramungu qui était auditionné par le Tribunal Pénal International d'Arusha comme témoin de la défense au procès d'Elizaphan Ntakirutimana, [qui sera par la suite reconnu coupable de génocide] déclara que le génocide n'avait été, en aucune façon, ni planifié, ni dirigé contre les Tutsi.
- En janvier 2014, Twagiramungu s'est rallié officiellement aux FDLR en signant un accord de partenariat avec le « général major » Victor Byringiro, président par intérim des FDRL, qui est également à la tête du Front Commun de Libération du Rwanda (FCLR). Voir *Jeune Afrique* du 17 janvier 2014, « Rwanda: l'opposant Faustin Twagiramungu se rapproche du FDLR » : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140116182518/>
- HRW n'a jamais commenté les errements politiques depuis 1995 de ce principal leader de l'aile « modérée » du MDR.
- [100] Voir Jean-Pierre Chrétien, *Le Défi de l'Ethnisme*, 2012, page 204 et les œuvres qui y sont citées : Michael Radu, *The New Insurgencies. Anticommunist guerillas in the third world*, New

Brunswick, Transaction Publishers, 1990, pp 185-187, et M. Cahen, « De la guerre civile à la plebe: la Renamo du Mozambique », p. 74, in Y. Guillaud & F. Letang, eds, *Du social hors la loi. L'anthropologie analytique de Christian Geffray*, Marseilles, IRD, 2009. Texte disponible en ligne sur : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/ed-09-10/010045688.pdf.

[101] HRW, *Aucun témoin ne doit survivre*, p. 734-35.

[102] Pour la position de HRW, voir : HRW, « Rwanda : rendre la justice à toutes les victimes », 12 août 2002 ; « Conseil de sécurité: Garantir que les réformes de gestion n'ébranlent pas le TPIR. Les principaux groupes de défense des droits de l'homme exhortent le Conseil de sécurité », 8 août 2003 ; « Lettre au Procureur du TPIR en ce qui concerne la poursuite des crimes du FPR », 26 mai 2009 ; « Rwanda: Le Tribunal pénal international pour le Rwanda risque d'encourager une « justice des vainqueurs », 1er juin 2009 ; « Lettre au Procureur général du TPIR Hassan Boubacar Jallow en réponse à sa lettre concernant le jugement des crimes commis par le FPR », 14 août 2009 ; « Rwanda : Les travaux du Tribunal incomplets », 17 août 2009. Pour la position du TPIR, voir : Procureur du TPIR Hassan Boubacar Jallow « Lettre à Kenneth Roth de Human Rights Watch », le 22 juin 2009, disponible en ligne à l'adresse : http://rwandadelaguerreaugenocide.univ-paris1.fr/wp-content/uploads/2010/01/Annexe_129.pdf ; et « Mon Entretien avec Tim Gallimore, ancien porte-parole du procureur du TPIR », 6 p., à <http://foreignpolicyblogs.com/2011/05/27>.

[103] La traduction française non officielle du texte

originel espagnol de l'acte d'accusation Merelles, peut être trouvée en ligne : www.gerald.foci.net/acte-accusa-espi.html ; le texte de l'acte d'accusation Bruguière est disponible en ligne sur le site www.lanuitrwandaise.org/.../023-ordonnance].

[104] HRW, « La loi et la réalité », 2008, op. cit. p. 101 ; HRW omet de mentionner ici toute les nombreuses étrangetés de l'acte d'accusation rédigé par le juge Jean-Louis Bruguière, et beaucoup d'autres « informations » manifestement fausses dans l'acte d'accusation Merelles, comme par exemple, l'allégation selon laquelle le FPR a tué 321 726 personnes au Rwanda en 1994-95.

[105] Il ne semble pas exister d'analyse non-rwandaise de l'acte d'accusation Merelles en anglais ou en français. Il est exposé de manière convaincante comme une reprise de la propagande Hutu Power dans un rapport au Parlement rwandais dirigé par Jean-Damascène Bizimana : « Analyse critique des conclusions d'enquêtes rendues par les Juges Bruguière et Merelles », 40 p., Kigali le 15 mai 2008, et dans une étude réalisée par Tom Ndahiro, « Merelles, le juge espagnol passible de poursuite, 10 p., traduite de l'anglais et publiée par la Revue *La nuit Rwandaise* n° 6, 7 avril, 2012.

De multiples travaux ont été publiés en français sur les vices de forme, la motivation politique et le processus d'effondrement de l'acte d'accusation Bruguière. Parmi les chercheurs français et belges, voir Jacques Morel & George Kapler, « Un juge de connivence ? Analyse de l'ordonnance de soit-communié du juge Bruguière mettant en cause Paul Kagame pour l'attentat du 6 avril 1994 à